

Plus de 3.000 concessions pétrolières empiètent sur 7.000 zones naturelles protégées

L'enquête « Fueling Ecocide » révèle, à l'échelle de la planète, l'ampleur des activités des multinationales du pétrole et du gaz dans les zones naturelles protégées. Grande Barrière de corail, espèces en danger, zones humides... sont mises en péril par l'exploitation.

ENQUÊTE

ALEXANDRE BRUTELLE (EIF)
DAFNI KARAVOLA (REPORTERS UNITED/EIC)
LEOPOLD SALZENSTEIN (EIF)
YANN PHILIPPIN (MEDIAPART)

Ce sont des zones naturelles protégées parmi les plus précieuses et les plus fragiles de la planète. Au sein de celles-ci, on compte la Grande Barrière de corail en Australie, la réserve de biosphère Maya au Guatemala, plus vaste forêt tropicale d'Amérique centrale, ou les marais du Bas Ogooué, au Gabon, refuge d'espèces menacées comme les éléphants et les hippopotames.

Ces sanctuaires de biodiversité ont un point commun : alors qu'ils devraient rester vierges de toute activité industrielle, il y a, à l'intérieur, des infrastructures pétro-gazières. Et des milliers d'autres sont dans ce cas, comme le révèle l'enquête « Fueling Ecocide », menée par Mediapart et douze médias internationaux coordonnés par le collectif de journalistes Environmental Investigative Forum (EIF) et le réseau de médias European Investigative Collaborations (EIC), dont *Le Soir* est membre.

Cette enquête est inédite. Pendant un an, nos partenaires ont comparé les 315.000 zones répertoriées par la base de données mondiale des aires protégées (WDPA) et les données géospatiales de 15.000 concessions de pétrole et de gaz situées dans 120 pays, fournies par la société MapStand. Cette recherche dévoile à quel point les industriels des hydrocarbures, dont des majors européennes comme TotalEnergies, Perenco, Shell et Eni, menacent la biodiversité au niveau mondial.

Les données analysées révèlent que 3.164 concessions empiètent sur 7.021 aires protégées dans 99 pays. Cela correspond à 694.000 km² livrés en pâture aux compagnies pétrolières, plus que la taille de la France métropolitaine. La moitié des aires protégées concernées sont intégralement couvertes par les concessions.

Fuites de pétrole

Certes, seule une petite partie de cette surface de 694.000 km² est effectivement couverte par des infrastructures sur le terrain. Mais ces empiètements représentent néanmoins un risque immédiat ou potentiel pour la biodiversité. L'ONG Leave It in the Ground (Lingo), qui a publié plusieurs rapports sur le sujet, a réclamé « l'interdiction immédiate de la production et de l'exploitation d'hydrocarbures dans les aires protégées au niveau mondial ».

Le risque est particulièrement élevé pour les permis de production, dans lesquels l'exploitation commerciale est en cours : ces empiètements s'élèvent à 74.000 km², soit la surface de l'Irlande.



Paysage du parc marin des Mangroves (RDC) et installations pétrolières de Perenco implantées à proximité de ce parc national.

© ILLUSTRATION SIMON TOUPET /
 MEDIAPART AVEC PHOTOS PPLAAF/TBU
 ET PARC MARIN DES MANGROVES.

Le reste correspond à des licences au statut inconnu et aux permis d'exploration, qui recouvrent 387.000 km² d'aires protégées. Dans ces cas-là, les empiètements représentent principalement un risque potentiel pour l'environnement.

Pollution de l'air, des sols et des eaux, déforestation, fuite des animaux : dans de nombreux cas, la destruction est déjà en cours, comme l'ont documenté des ONG, et comme l'ont constaté sur le terrain les journalistes de Daraj et InfoCongo, partenaires du projet « Fueling Ecocide ».

Au Congo Brazzaville, une partie de la réserve de Tchimpounga, sanctuaire des chimpanzés d'Afrique centrale, se transforme en zone industrielle sous l'effet d'une mine de potasse et d'un puits de pétrole foré par une société chinoise. « L'équilibre écologique est menacé : la faune se retire vers des zones moins protégées, les sols s'appauvrissent et les cours d'eau risquent d'être pollués », témoigne Placide Kaya, ingénieur agronome congolais et défenseur de l'environnement.

En Irak, cinq champs pétroliers, appartenant à des majors comme TotalEnergies, Eni, BP et CNPC, contribuent à l'assèchement et à la pollution des marais protégés et autrefois luxuriants du sud du pays. Avec des conséquences dramatiques pour l'environnement et la faune, mais aussi pour la population locale qui ne peut plus vivre de la pêche et de l'élevage.

La société franco-britannique Perenco produit du pétrole dans 51 aires protégées. La société a été accusée de multiples atteintes à l'environnement et sera jugée cette année à Paris pour préjudice écologique au sujet des pollutions que le groupe est accusé d'avoir commises en République démocratique du Congo (RDC), à proximité d'un des principaux parcs nationaux du pays, le parc marin des Mangroves.

Perenco est également accusée d'avoir pollué pendant plus de 20 ans le parc national Laguna del Tigre au Guatemala, puis d'avoir quitté le pays en août 2025 sans avoir démantelé ses installations ni réparé les dégâts causés à l'environnement. Interrogée à ce sujet, la compagnie répond que le ministère de l'Energie du Guatemala a « confirmé » avoir récupéré les actifs « dans des conditions environnementales adéquates et sans impact environnemental, après trois audits sur site ».

Perenco justifie l'ampleur de ses opérations dans des zones protégées par son « modèle économique », qui consiste à racheter des puits en fin de vie aux grandes compagnies. « Dans la plupart des cas, Perenco hérite des installations des sociétés précédentes (...) et les opérations dans ces zones ont démarré avant qu'elles soient classées comme protégées », fait valoir la société, qui ajoute réaliser « des efforts constants pour protéger l'environnement ».

Un « top 10 » très européen

L'enquête « Fueling Ecocide » révèle que 80 % des zones naturelles protégées affectées par des permis pétro-gaziers sont pourtant censées être sanctuarisées au plus haut niveau international : aires classées par l'Unesco et l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), zones humides Ramsar ou encore les aires Natura 2000 de l'Union européenne.

En prenant en compte uniquement les licences de production, les quatre majors internationales qui figurent

dans notre top 10 sont toutes européennes. L'anglo-néerlandaise Shell occupe la troisième place, devant la franco-britannique Perenco (5^e), la française TotalEnergies (7^e) et l'italienne Eni (9^e).

Plusieurs entreprises de notre top 10, dont Perenco, Energy Development Oman et la société émiratie Adnoc, n'appliquent aucune politique d'exclusion. Shell, TotalEnergies et Eni ont seulement promis de ne pas opérer dans les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Elles s'autorisent donc à forer dans toutes les autres zones protégées.

Mais même cet engagement minimal n'est pas toujours respecté. Shell exploite ainsi des actifs qui chevauchent deux sites classés au patrimoine mondial : la Grande Barrière de corail en Australie et la mer des Wadden aux Pays-Bas.

Contactée, Shell a refusé de répondre. Plusieurs sociétés nous ont répondu qu'il est légal d'opérer dans des aires protégées à condition de respecter la réglementation nationale. C'est exact, et cela soulève la responsabilité des Etats qui ont accordé ces milliers de permis. « C'est le phénomène des "parcs de papier" : des zones désignées comme protégées, mais qui ne le sont pas dans les faits », explique Francesco Maletto, spécialiste des aires marines protégées pour l'ONG ClientEarth.

Cette enquête a reçu le soutien de Journalism-fund Europe et Investigative Journalism for Europe (IJ4EU), qui financent des enquêtes menées de façon collaborative par plusieurs médias européens.

On fait face au phénomène des « parcs de papier » : des zones désignées comme protégées qui ne le sont pas dans les faits

Francesco Maletto
 Spécialiste des aires marines protégées

”